



L'emploi en agriculture biologique sur le territoire français

*Références bibliographiques
issues de la Biobase et sélectionnées
pour les 10^{es} Assises Nationales
de l'Agriculture Biologique
de l'Agence BIO*



Partenaires de cette publication



Septembre
2017

Situation actuelle de l'emploi en AB et prospectives

Dossier de presse : Printemps Bio 2017 : L'agriculture biologique confirme son développement en France : Une bonne nouvelle pour l'emploi !

AGENCE BIO

L'agriculture biologique poursuit sa croissance spectaculaire en France et génère de nombreux emplois sur tout le territoire. Tous les domaines sont concernés : à l'amont, la production agricole, mais également à l'aval, la transformation, la distribution... Au total, l'agriculture bio représente aujourd'hui près de 118 000 emplois directs en équivalent temps plein, soit 32 500 emplois gagnés en seulement 4 ans. Ces créations d'emplois témoignent du dynamisme de la production et de la consommation bio en France. En 2016, ce sont plus de 1,5 million d'hectares qui sont cultivés en bio en France, soit +17 % par rapport à 2015. La Bio représente ainsi 5,7 % de la Surface Agricole Utile du territoire. Le nombre de fermes bio enregistre une hausse de +12 % de 2015 à 2016. Elles sont aujourd'hui 32 264 et représentent 10,8 % de l'emploi agricole en France, soit environ 77 700 emplois. À l'aval, 14 840 entreprises travaillent pour la bio, en progression de +10 % par rapport à 2015. Elles génèrent plus de 38 320 emplois directs. On estime également que la bio concerne 2 000 emplois en matière de conseil, contrôle, formation, etc. Ce dynamisme de la Bio en France s'est reflété dans l'édition 2017 du Printemps BIO pendant laquelle, du 1er au 15 juin, des centaines d'événements ont été organisés dans toute la France pour faire connaître le mode de production bio, ses principes, ses valeurs, ses produits.

<http://www.agencebio.org/actualites/conference-de-presse-printemps-bio-2017-lagriculture-biologique-confirme-son>

2017, 41 p., éd. AGENCE BIO (Agence Française pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique)
réf. 234-038

La pratique de l'agriculture biologique créatrice d'emploi ? : Une évaluation de l'impact du bio sur la quantité de travail agricole

MASSIS Déborah / HILD François

A travers son programme « Ambition Bio 2017 », le ministère de l'Agriculture ambitionne le doublement des surfaces agricoles bio d'ici à 2017, ce qui devrait avoir un impact positif sur l'emploi agricole. En effet, l'agriculture biologique est présentée comme un secteur créateur d'emplois ancrés sur le territoire, non délocalisables. Ainsi, plusieurs études indiquent que l'emploi est plus important dans les exploitations bio que dans celles pratiquant l'agriculture conventionnelle. Par exemple, en Bourgogne, on compte 2,7 UTA dans le bio contre 1,7 en conventionnel (Bruley, 2013). Cependant, les exploitations bio développent souvent des activités particulières, comme les activités de diversification ou encore la commercialisation dans des circuits courts. Comment alors mesurer l'impact réel du bio sur le travail ? Comment comparer de façon pertinente le bio et le non bio en termes de volume de travail ? La présente étude propose d'estimer si le bio est générateur d'emplois à partir de la méthode des « différences de différences » avec appariement sur score de propension. Et se centrant sur les évolutions, cette méthode permet de s'affranchir des effets

fixes. L'impact du passage au bio sera mesuré trois ans après la conversion, sur le volume total du travail agricole, mais aussi sur le volume de travail de la main-d'œuvre salariée, hors membre de la famille. Après avoir exposé les aspects méthodologiques de l'étude et les différentes sources de données, l'analyse de l'impact du bio sur le volume de travail agricole est présentée. Les résultats montrent que le passage en bio augmente l'emploi en agriculture (près d'un mois de travail / UTA), et plus encore dans les fermes pratiquant la vente en circuit court (près de deux mois à temps plein).

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/publications/dossiers/>

AGRESTE - LES DOSSIERS n° 35, 01/07/2016, 32 pages (p. 1-30)
réf. 227-107

Scénario Afterres2050 : version 2016

COUTURIER Christian / CHARRU Madeleine / DOUBLET Sylvain / et al

Peut-on à la fois nourrir les hommes, lutter contre le changement climatique, améliorer le revenu des agriculteurs, restaurer les écosystèmes, fournir de nouvelles productions et de nouveaux services, intégrer le bien-être animal, garantir la qualité des produits, améliorer la santé des consommateurs, offrir saveurs, terroirs et paysages... le tout en solidarité avec le reste du monde ? La liste est longue des injonctions souvent contradictoires adressées à l'agriculture. Le scénario Afterres2050, exercice de prospective portant sur le système alimentaire français - du champ à l'assiette - permet de poser les bases physiques - limites et possibilités - du débat à ouvrir. La version 2016 du scénario est enrichie et consolidée par les travaux menés avec les acteurs de plusieurs régions. Toutes les hypothèses, les indicateurs, les arbitrages qui sont posés sont argumentés et documentés. La présentation de deux variantes et d'un scénario tendanciel (projection du système actuel avec ses tendances et sous contraintes climatiques) permet de mieux mesurer l'impact de certains choix et éclaire sur les évolutions quasi inéluctables de notre agriculture. Les deux variantes sont le scénario "SAB" (Santé, Alimentation, Biodiversité) et "REP" (Résilience et Production). Le scénario SAB est en "tout bio". Afterres2050 dessine un avenir soutenable et possible avec les cartes que nous avons déjà en main, pourvu que l'ensemble des parties prenantes les joue en cohérence, dans un cadre qui reste à co-construire pour un nouveau contrat entre agriculture et société.

<http://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>

2016, 96 p., éd. SOLAGRO

réf. 231-110

L'effet sur l'emploi d'une transition écologique de l'agriculture en France : le cas du scénario Afterres

BÁ Maïmouna / GRESSET-BOURGEOIS Mathilde / QUIRION Philippe

Une transition écologique de l'agriculture aura des effets sur les emplois. Cet article vise à estimer l'emploi agricole, l'emploi total et les composantes du revenu agricole pour le scénario Afterres de l'association Solagro, qui se caractérise notamment par le développement de l'agriculture biologique et de l'agriculture intégrée, en comparaison avec le scénario tendanciel. L'étude aboutit à un résultat agricole légèrement supérieur dans le scénario Afterres et à un résultat agricole par actif supérieur dans le scénario tendanciel. Cependant, en augmentant un peu les subventions dans le premier scénario, ce qui se justifierait en regard du montant des coûts externes actuels de l'agriculture, le revenu par actif serait équivalent

dans les deux cas. La dépense de consommation des ménages augmentera moins dans le scénario Aferres, bien que la qualité des produits tendent à augmenter, du fait de l'évolution du régime alimentaire (moins de viande et de sucre). L'effet sur l'emploi direct par branche du scénario Aferres est principalement positif sauf dans la branche des industries agroalimentaires (baisse d'activité du fait des nouveaux régimes alimentaires) et la branche de l'énergie (moins d'intrants et baisse de la consommation énergétique). Le développement de la biomasse a un effet net sur l'emploi de plus de 20 350 emplois ETP pour le scénario Aferres. Celui-ci, ajouté à la baisse des dépenses alimentaires et donc à une redistribution du pouvoir d'achat plus importante dans les autres branches, amène au final à la conclusion que l'emploi croît significativement dans le scénario Aferres par rapport au scénario tendanciel, dans plusieurs branches.

COURRIER DE L'ENVIRONNEMENT DE L'INRA (LE) n° 66, 01/04/2016, 10 pages (p. 93-102)

réf. 234-075

L'Agriculture Biologique : Quelles spécificités d'exploitation ?

AUBERT Magali / PIOT-LEPETIT Isabelle / TEMRI Leïla / et al

Les récentes crises sanitaires ont placé les consommateurs dans un climat de méfiance. En France, des certifications sont mises en œuvre pour garantir que la production mise sur le marché réponde aux exigences en termes de risque sanitaire. Le label Agriculture Biologique (AB) est une de ces certifications. Trois productions sont particulièrement analysées dans le cadre de cette étude : le maraîchage, la viticulture et l'arboriculture. Sur la base du Recensement Agricole de 2010, une analyse des freins et leviers de l'adoption de ce label est réalisée. Ces données, exhaustives, permettent d'apprécier de façon très fine les caractéristiques individuelles des actifs présents et les caractéristiques structurelles de ces exploitations au regard de leur pratique productive. Les résultats mettent en évidence l'importance des actifs présents sur l'exploitation. Le niveau de formation, le temps d'activité ou encore la nature des emplois salariés semblent être des facteurs incontournables de l'adoption du label AB.

<http://prodirna.inra.fr/?locale=fr#!ConsultNotice:383118>

2016, 22 p., éd. INRA EDITIONS

réf. 236-090

Exemples en régions

Infos Bretagne : Observatoire de la vente en circuits courts : Activité diversifiée et créatrice d'emplois

DESPEGHEL Michaël

En Bretagne, la vente en circuits courts concerne une exploitation agricole sur 10 (RGA, 2010) et 6 fermes en agriculture biologique sur 10. L'engouement pour les circuits courts est encore plus prononcé chez les nouveaux agriculteurs bio : 8 producteurs bio sur 10 installés en 2011 font appel à ces modes de vente (essentiellement en production de légumes). Présentation : Une activité diversifiée ; Un levier pour la création d'emplois locaux ; Une fidélisation qui demande du temps.

SYMBIOSE n° 179, 01/05/2013, 1 page (p. 7)

réf. 191-088

L'observatoire : Le porc bio en Bretagne : Production intensive... en emplois agricoles

DESPEGHEL Michaël

En Bretagne, parmi les 600 000 truies (DRAAF Bretagne, Recensement agricole 2010), seulement 1 340 étaient certifiées en bio en 2011, soit 0,2 % du cheptel. Malgré une forte demande en jambon bio, le développement de cette filière se heurte à la difficulté de valoriser l'ensemble de la carcasse en bio. Sont évoqués les circuits de vente auxquels sont destinées les truies en élevage biologique, la filière en circuits longs (alimentée par des élevages de post-sevrage/engraissement), l'emploi agricole à plein temps (en moyenne 32 ha de SAU et 197 truies par emploi en conventionnel comparés à 20 ha et 26 truies en bio).

SYMBIOSE n° 177, 01/03/2013, 1 page (p. 18)

réf. 188-011

Dossier Emploi-Transmission : L'agriculture biologique, le GAB et l'emploi...

BRIAND Lucas

L'agriculture biologique génère en moyenne plus d'emplois que l'agriculture conventionnelle : 2,4 Equivalents Temps Plein (ETP) en AB contre 1,5 ETP en conventionnel, en France. En région Pays-de-la-Loire, les fermes en AB emploient 1.13 ETP contre 0.58 ETP en conventionnel. Alors que 5.3 % des fermes et 5% des surfaces sont conduites en AB, 7,2 % des travailleurs agricoles de la région se trouvent sur des fermes AB (ORAB, 2012). D'après les premiers retours d'une enquête, il semble qu'un certain nombre de fermes bio de Loire-Atlantique projettent d'embaucher dans les mois ou les années à venir. Cependant, malgré ces besoins effectifs en main d'œuvre, il semble que les producteurs rencontrent certaines difficultés pour y répondre (difficultés d'ordre financier en maraîchage, rareté des candidats en élevage). L'article présente également les appuis que peut fournir le GAB 44.

GAB 44 INFOS n° 40, 01/09/2013, 1 page (p. 6)

réf. 194-188

Emploi et agriculture bio : Employeurs cherchent salariés qualifiés

ROUSVOAL Bénédicte / DESPEGHEL Michaël

En Bretagne, la FRAB a mené, dans le cadre de l'Observatoire régional de la production bio, une enquête sur l'emploi salarié dans les fermes bio. Plus de 600 agriculteurs ont répondu, permettant de dresser un état des lieux des emplois pourvus et à pourvoir et des besoins et attentes des agriculteurs en termes de compétences et de formation. Premier résultat pouvant être retenu : le dynamisme de l'emploi salarié en exploitations biologiques. En effet, le nombre de salariés embauchés à plein temps dans les fermes bio bretonnes en 2016 peut être estimé à 1450. Ce chiffre devrait augmenter, avec la création de plus de 420 postes à prévoir d'ici un an et de 670 d'ici trois ans. La majorité des recrutements concerne des CDI et des salariés polyvalents. Le niveau de formation n'est pas le critère déterminant à l'embauche, alors que l'expérience est essentielle. Ces postes salariés sont des occasions pour les salariés de se former, mais aussi de devenir à terme associé ou de reprendre une exploitation. Mais les employeurs ont du mal à trouver des candidats et il semble important de travailler à lever les freins à l'embauche : rendre plus attractif l'emploi salarié agricole en AB (en mettant en avant les perspectives d'avenir offertes par exemple), rendre la formation agricole moins théorique et qu'elle intègre mieux les spécificités de l'AB, soutenir, par

exemple par des aides, les employeurs qui recrutent des salariés avec peu de formation et ainsi reconnaître leur rôle de formateur, accompagner les producteurs dans leurs besoins de formation sur la réalisation d'une embauche ou sur ce que représente le fait d'être employeur... autant de pistes de travail mises en avant par cette étude.
SYMBIOSE n° 217, 01/11/2016, 4 pages (p. 10-13)
réf. 230-049

Illustrations de cas particuliers

Maraîchage : Ils ont créé un groupement d'employeurs

PIEL Thérèse

En Ile-et-Vilaine, cinq maraîchers biologiques ont décidé de créer un groupement d'employeurs afin de réduire les coûts de main d'œuvre. Les fermes sont proches les unes des autres : entre 1 et 5 km. Un besoin commun de main-d'œuvre expérimentée les a incités à créer un groupement, ce qui leur permet d'embaucher deux salariés à temps plein en CDI. L'article explique le mode de gouvernance et l'organisation collective qui est horizontale. Les responsables du groupement tournent régulièrement et les agriculteurs ont une organisation hebdomadaire rigoureuse.

SYMBIOSE n° 194, 01/10/2014, 2 pages (p. 16-17)
réf. 206-155

Fruits et légumes : Uni-Vert, première coopérative certifiée bio et équitable

RIVRY-FOURNIER Christine

Présente au salon Medfel, la coopérative Uni-Vert, spécialisée en fruits et légumes, est certifiée bio et équitable selon le référentiel ESR (Équitable, solidaire et responsable). Cette coopérative, créée en 1991 à St-Gilles, dans le Gard, est une pionnière de la bio. Pour cette structure, l'objectif est de privilégier l'humain, avec un développement raisonné et des contrats commerciaux stables sur le long terme, permettant de garantir une répartition des ressources à tous les niveaux. La coopérative privilégie les circuits courts et diversifiés, pour la sécurité et la réduction des intermédiaires. Même si elle est aussi présente sur Rungis, elle livre parallèlement directement des plateformes ou des magasins en direct, partout en France et notamment en région parisienne. Uni-Vert cherche à avoir un impact positif sur l'emploi (emploi de salariés locaux et sur l'année chez les producteurs et au sein de la coopérative) et sur l'environnement (filère locale, panneaux photovoltaïques, etc.). La coopérative est aussi impliquée dans la coopération agricole, au Sénégal, où elle mène un projet agroécologique.

BIOFIL n° 112, 01/07/2017, 2 pages (p. 16-17)
réf. 236-118

Repères : Ma vie : Etienne Lurois, pour l'installation des "Nima"

POUDEVIGNE Elise

Etienne Lurois est cidriculteur biologique, dans le pays de Bray (Haute-Normandie). Il a planté les premiers pommiers à cidre en 1991, en zones AOC Calvados et Pommeau. Des rotations "PAC", il est passé au bio et à la commercialisation en direct de ses produits. Il expérimente tous les moyens pour

transformer son exploitation en coopérative d'activité et d'emploi (CAE), pour faciliter l'installation de personnes non-issues du monde agricole, les "Nima". Le projet est suivi de près par la MSA, la Région Haute-Normandie. E. Lurois est aussi en contact avec la Fncuma qui travaille sur la coopération de production. Il évoque les atouts et les contraintes des CAE, ainsi que les perspectives : actuellement, les CAE concernent les Nima et les productions marginales mais, dans l'avenir elles pourraient intéresser des grosses exploitations.

ENTRAID'OUEST n° 412, 01/05/2013, 2 pages (p. 62-63)
réf. 190-092

Repères Ma vie : Claire Genova, le goût des autres

DEMAZEL Vincent

Claire Genova, agricultrice en Beauce, est l'une des chevilles ouvrières du groupement d'employeurs Sans Pierre, pour l'embauche de saisonniers à la récolte de pommes de terre. Depuis 3 ans, elle prolonge cette expérience avec la fondation du jardin Soli-Bio, un chantier d'insertion affilié au réseau des Jardins de Cocagne qui fournit des légumes bio cultivés sur 4 ha et 3 600 m² de serres.

ENTRAID'OUEST n° 416, 01/10/2013, 2 pages (p. 60-61)
réf. 195-203

Le Biaujardin - Gerzat (63) : Semer la vie et cultiver l'insertion

BENDOTTI Carole

Produire et vendre des légumes biologiques en zone péri-urbaine est l'objectif premier du Biaujardin, installé à Gerzat (63). Dès son démarrage en 1997, la structure s'est fixée le but de développer le circuit court par abonnement, préserver les nappes phréatiques et l'espace agricole en zone urbaine et permettre la réinsertion par l'emploi des personnes en difficulté. Cultiver des légumes biologiques avec des personnes en insertion socio-professionnelle est une activité que seul le Biaujardin accomplit à ce jour dans la région.

PAYSAN D'AUVERGNE (LE) n° 2904, 18/10/2013, 1 page (p. 16)
réf. 195-121

Yonne : Le pari du retour des vaches et des paysans

DUCASSE Benoît

En 1979, Philippe Collin s'installe en polyculture-élevage sur la ferme familiale dans l'Yonne, puis vend son troupeau de vaches en 1987. Il se convertit à l'AB en 1998. Puis, en 2005, il s'associe et crée un GAEC en grandes cultures sur 310 hectares. 2013 voit de forts changements, à surface constante, avec la reprise de l'élevage laitier et l'installation d'un atelier de transformation, ainsi que d'une boutique de vente de produits fermiers. Aujourd'hui, contre toute attente, dans un territoire plutôt soumis à la désertification rurale, cette exploitation compte quatre associés et deux salariés, un troupeau de 120 têtes et est quasi autonome pour l'alimentation de ce dernier. Et les projets ne manquent pas : installation d'arbres fruitiers dans les pâtures, nouvelle activité prévue autour de la vente de viande en caissette, extension des bâtiments... ; et déjà, le départ à la retraite, dans quatre ans, de Philippe Collin, est en préparation.

CAMPAGNES SOLIDAIRES n° 317, 01/05/2016, 2 pages (p. 14-15)
réf. 226-052

Dossier : Le salariat agricole

CHEMIN Edith / CHEVEAU Aurélie / LERAY Aurélien

Ce dossier sur le salariat agricole présente plusieurs témoignages. Jean-Marc Restif, éleveur de vaches laitières biologiques en Ille-et-Vilaine, travaille avec un salarié depuis de nombreuses années. Si cela a d'abord permis de faire face à une charge de travail importante ponctuellement, c'est maintenant un réel choix de vie. Jean-Marc apprécie de ne pas travailler seul et d'avoir plus de disponibilités. Le deuxième témoignage est celui de Georges Etesse, éleveur laitier dans les Côtes-d'Armor. Avec six autres agriculteurs, aux productions diverses, en systèmes bio ou herbagers, il a créé le groupement d'employeurs Ecolien. Laura Pichard, la salariée du groupement, apprécie ce travail qui lui permet d'avoir des tâches variées et de ne pas toujours travailler avec la même personne. Jérôme Deregnancourt, quant à lui, est salarié. Passé par plusieurs systèmes, en bio, herbager, ou encore basé sur le maïs, il retire de ses expériences l'importance des temps d'échanges entre salarié et employeur, et la reconnaissance par ce dernier du travail et de l'implication de l'employé. Enfin, Yann Allanic, éleveur laitier en bio, décrit son organisation avec Youenn Philippe, en apprentissage pour deux ans sur la ferme. Des tableaux présentent les aides à l'emploi qui existent pour les agriculteurs.

ECHO DU CEDAPA ET DE L'ADAGE (L') n° 126, 01/09/2016, 5 pages (p. 5-9)

réf. 229-117

Liens internet proposant des offres d'emploi liées à l'agriculture biologique et à l'environnement

- <https://annoncesbio.blogspot.fr/>
- <http://www.bio-emploi.com/>
- http://www.fnab.org/index.php?option=com_adsmanager&page=show_category&catid=1&order=0&expand=-1&Itemid=36
- <http://www.apecita.com/>
- <http://www.grainecentre.org/emploi>
- <http://www.reseau-tee.net/>
- <https://www.emploi-environnement.com/>
- <https://alimetiers.com/>
- <http://www.anefa-emploi.org/>
- <http://www.jobagroalimentaire.com/>
- <http://www.envirojob.fr/>
- <http://www.agroforesterie.fr/emplois-stages-agroforesterie.php>
- <https://www.yojob-agriculture.fr/>
- <http://www.jobagri.com/>
- <http://orientationdurable.com/offres-emploi-economie-sociale-solidaire/>

Réalisation

Sélection bibliographique 2011 – 2017

Cette sélection bibliographique vous est proposée dans le cadre des 10^e Assises Nationales de l'Agriculture Biologique, organisées par l'Agence BIO, le 21 septembre 2017, à l'occasion de Tech&Bio.

Elle a été réalisée à partir de la **Biobase, la seule base de données documentaire francophone spécialisée en agriculture biologique** et accessible à l'adresse <http://abiodoc.docressources.fr/>. La Biobase est gérée par ABioDoc, le Centre national de ressources en agriculture biologique, service de VetAgro Sup et missionné par le ministère de l'Agriculture.

ABioDoc édite également une revue bibliographique gratuite, le Biopresse (abonnement sur <http://www.abiodoc.com/user/register>) et des infolettres thématiques (en savoir plus sur <http://www.abiodoc.com/actualites/infolettres>).

Tous les documents sont consultables à ABioDoc et la plupart peuvent être commandés sous forme de photocopies ou empruntés (pour les ouvrages) selon la réglementation en vigueur.

Réalisation : Sophie VALLEIX, Esméralda Ribeiro

Photo de couverture : « [Nice - Aug10](#) » par [Fabien Agon](#) est sous licence [CC By 2.0](#)

Liste éditée par :

ABioDoc

Centre National de Ressources en Agriculture Biologique VetAgro Sup – Campus agronomique de Clermont
89 avenue de l'Europe – BP 35 – 63 370 LEMPDES (France)

Tél. : 04 73 98 13 99 – Fax : 04 73 98 13 98 / abiodoc@educagri.fr / www.abiodoc.com

www.facebook.com/biopresse www.twitter.com/abiodoc

© ABioDoc – 2017 – Tous droits réservés